

# John Crombez : « Il faut un tournant, nous devons être plus radicaux »

**PARTIS** Le président du SP.A secoue les socialistes et sociaux-démocrates

► Le patron du SP.A appelle socialistes et sociaux-démocrates à « se radicaliser », à parler avec Podemos, Syriza...

► Il faut « créer un contrepois à l'agressivité capitaliste ».

ENTRETIEN

**P**résident du SP.A depuis juin, John Crombez secoue un parti, le sien, qui a basculé dans l'opposition, au fédéral comme en Flandre, et une gauche socialiste, à l'échelle européenne, qui, dit-il, doit se « radicaliser » sous peine de s'éteindre...

**La critique (ci-dessous) du gouvernement, on voit, mais l'alternative, un peu moins...**

*Il faut sortir de ce raisonnement : il n'y a pas d'alternative. C'est ce qu'ils répandent à droite. Et quand une alternative apparaît, ils disent que c'est du broil, ils la cassent. En Grèce, Syriza avait rassemblé une population qui n'accepte plus ce qui se passe, et qu'à fait l'Europe technocrate ? Tout ce qui était possible pour les mettre à genoux ! En Espagne, ils essaient de ridiculiser Podemos. En Grande-Bretagne, le Labour ne pesait plus, et maintenant, avec le changement, ils essaient de ridiculiser Corbyn, qui veut reprendre les choses en mains et qui, d'ailleurs, pour résister aux attaques, s'entoure d'économistes et d'intellectuels, Stiglitz, Piketty.*

**Vous ciblez « l'Europe technocrate » qui a écrasé l'alternative en Grèce : des sociaux-démocrates ont joué dans la pièce.**

*Oui. Les Français ont quand même un peu réagi, Moscovici, Cambadélis, les Italiens de Renzi, mais les pires, c'était les sociaux-démocrates hollandais et allemands. Schultz, président du*

*Parlement européen, a déclaré que les technocrates devaient diriger à Athènes ! Et Dijsselbloem, patron de l'Eurogroupe ! Tant que les sociaux-démocrates continueront à parler comme la « troisième voie », en suivant l'austérité et la libéralisation...*

**Vous voulez dire que l'« alternative » est portée par d'autres ? Plus forcément par les politiques sociaux-démocrates ?**

*Mais ce qui m'intéresse beaucoup plus que les politiques sociaux-démocrates et progressistes, ce sont les gens sociaux-démocrates et progressistes. Schultz ou Dijsselbloem, je continue de discuter avec eux, mais je n'accepte pas ce qu'ils ont fait et ce qu'ils font. Je suis avec ceux qui veulent rassembler les citoyens progressistes, sociaux-démocrates et socialistes en Europe ; je veux aider dans cette mission vitale. Je fais un tour en Europe, j'ai rencontré Pablo Iglesias de Podemos, nous sommes allés au congrès de Corbyn. Il n'y a pas que les partis traditionnels de gauche, mais tous ceux qui veulent recréer un contrepois à l'agressivité capitaliste.*

**Il faut dépasser les limites de la traditionnelle famille social-démocrate et socialiste européenne ?**

*On ne va pas survivre en continuant à faire ce que l'on fait.*

**Sergueï Stanichev dirige le Parti socialiste européen... Il ne se passe rien.**

*Rien. Enormément de gens ne se sentent plus représentés par la politique, ce qui est terrible pour les socialistes, pas pour les libéraux.*

*Nous devons entendre la population, qui veut des représentants qui disent : stop, pas comme ça, faisons autre chose, nous n'acceptons plus les inégalités, les injustices ! Après la crise bancaire de 2008, la droite et le capitalisme ont continué plus fort qu'avant,*

*et les sociaux-démocrates n'ont pas saisi l'importance, en tout cas ils n'ont plus fait le contrepois.*

**En fait d'« alternative », peut-on raisonnablement soutenir qu'il peut y avoir autre chose que le capitalisme ?**

*Je compare avec la période après la Seconde Guerre : on a construit la sécurité sociale, beaucoup investi dans l'économie, le social, cherché à créer du bien-être, avec une dynamique de*

*redistribution des richesses. C'était le modèle juste. Une grande force social-démocrate, socialiste, progressiste, de gauche, avec tous ceux qui veulent du changement, doit s'organiser. Sans ce contrepois, rien ne sera possible. C'est ce que l'on doit organiser dans le futur. Tout en étant capables d'accepter des critiques sur ce que l'on a fait.*

**SP.A et PS aussi ?**

*Bien sûr. Nier qu'on a fait des erreurs, ce serait comme nier nos résultats ! On a beaucoup contribué au fait que notre pays est l'un des moins inégalitaires, avec un vrai niveau de bien-être. Mais on s'est peut-être un peu endormis. Le monde a changé, il y a eu la crise financière, qu'est-ce qu'on a fait pour la maîtrise du secteur bancaire ? Il faut un tournant, nous devons être plus radicaux. ■*

Propos recueillis par  
DAVID COPPI

**« SP.A et PS ?**

**Nier qu'on a fait des erreurs, ce serait comme nier nos résultats ! »**

# ANALYSE

## Repositionnement

Relégué dans l'opposition au fédéral comme en Flandre après les élections de mai 2014, le SP.A est au plus bas au nord depuis une éternité. Créatif et moderniste à certains égards (sa réputation, du moins), son profil social-libéral, très « troisième voie » blairo-schröderienne, lui a fait perdre du terrain à gauche quasiment jusqu'à perdre la vie, tout cela dans une Flandre puissamment droitisée. Sauve qui peut ! Président depuis juin, 42 ans, John Crombez déboule, secoue, rouvre grand les portes de son

parti, reconfigure (Meryame Kitir en cheffe de groupe à la Chambre), réancrage son SP.A à gauche. Et alors ?

Alors la tentative de relance n'a rien d'une opération strictement flamando-flamande à l'heure où les socialistes et sociaux-démocrates sont dans les cordes à l'échelle européenne. Divisés, social-libéralisés (Macron !), parfois enclins à s'allier avec la droite populiste à l'Est, quel contrepoids offrent-ils encore aux politiques libérales économique, socialement et culturellement hégémoniques ? D'où la vocation possiblement stratégique du repositionnement de John Crombez. Ce n'est qu'un début,

mais le socialiste flamand expédie d'un coup une sorte de message-vérité qui frappe. Son appel à la radicalité et à prendre un tournant en ce sens est - comme tout - discutable (quel débat !) mais parlant. Ajoutez qu'il s'exprimera samedi prochain au congrès de rentrée du PS, à Schaerbeek, aux côtés d'un Elio Di Rupo (secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude fiscale dans le gouvernement sortant, emmené par le socialiste francophone, John Crombez lui est, insiste-t-il, « très attaché ») à la tête d'un PS lui aussi radicalement en plein tournant.

D.CI

## « On a un gouvernement de droite dure, des lobbies »

La législature se poursuit, le gouvernement ne semble pas contesté réellement, dans la rue... Quid de la manifestation du 7 octobre ?

Les factures plus élevées, les diminutions en santé, les revenus qui baissent, la vie sociale plus dure... Les gens se plaignent et se sentent trahis. Pour tous ceux qui étaient « limites », maintenant ça ne va plus. Ce qui ressort après un an, c'est la taxe de 0,55 % pour les diamantaires - un tarif incroyable -, l'enterrement de la taxe Tobin sur la spéculation bancaire, les facilités pour Electrabel via la rente nucléaire, les cadeaux à Inbev via le précompte mobilier, etc. Tout pour les multinationales, les grandes sociétés, l'argent. J'ai dit trahison aussi parce qu'il y a le reste : on a touché à l'index, aux pensions, à la TVA... J'espère qu'il y aura beaucoup de monde à la manifestation, mais ce que l'on constate, c'est que les gens se mobilisent tout seuls de plus en plus, au-delà des organisations sociales et des débats parlementaires, avec des groupes comme « Hart boven Hard », d'autres plus improvisés... En tout cas, je n'ai jamais vu autant d'associations, de groupes en tout genre qui réagissent contre un gouvernement. Un phénomène. Et eux, ils continuent à sourire. Charles Michel sourit. C'est typique

d'un gouvernement vraiment de droite : ils ont le sourire quand les gens s'appauvrissent, quand le modèle social est attaqué.

Le « modèle social attaqué » : exemple ? Il n'y a plus de réserves dans la Sécurité sociale, c'est l'effet des économies dans le système de santé : j'ai eu, jeudi, un coup de téléphone de quelqu'un qui souffre

d'un cancer ; il y a une nouvelle thérapie possible et, avant, les médecins évaluaient. Mais aujourd'hui, quand on a déjà pu bénéficier d'un traitement remboursé par la Sécurité sociale, on n'a pas accès directement à une nouvelle thérapie. Voilà, concrètement. Les gens qui ont beaucoup d'argent pourront se payer le nouveau traitement, pas les autres. Et on donne un chèque de 134 millions à Electrabel ! Où est la justice là-dedans ?

Cela étant, « trahison », comme vous dites, c'est un terme fort...

S'il y a un mot plus fort que ça en français, vous pouvez l'utiliser, vous avez mon accord.

Reste que, parmi les gens, il y a aussi de la résignation...

Non. Les gens croient de moins en moins que les élus, les politiques, sont là pour

vraiment changer la société en faveur de tout le monde. Ça, c'est vrai, mais c'est autre chose, ce n'est pas de la résignation, c'est un problème, et c'est la tâche de mon parti : redonner de la confiance, réinstaller l'idée que les politiques travaillent pour le bien commun, de tous, pas celui des grandes familles et des multinationales. On n'avait plus eu un gouvernement de droite comme le nôtre, emmené par l'axe N-VA/MR, depuis plusieurs dizaines d'années. C'est la noblesse qui revient, la bourgeoisie, représentée par un Premier ministre qui a le sourire. Il sourit pendant qu'il fait des cadeaux aux multinationales.

Les données macroéconomiques promettent une embellie...

Avez-vous vu les derniers chiffres ? Un : pendant le gouvernement Di Rupo, nous

avons une croissance plus élevée que le reste de l'eurozone, maintenant on est en dessous. Deux : la confiance des ménages et des familles a chuté en septembre, après les mesures prises cet été. Trois : la confiance des entreprises a baissé elle aussi. Je suis économiste de formation, ils cassent la demande, les revenus, l'entrepreneuriat.

Mais la FEB, le patronat, dit que nous

sommes sur la voie du « redressement »...

Mais est-ce que le patronat, c'est les entrepreneurs ? Ou bien c'est plutôt les gens qui travaillent pour le grand capital ? A votre avis ? Un entrepreneur n'est pas égal à un actionnaire, pas égal à un « CEO » comme ils disent, pas égal à un porte-parole de la FEB...

Cela étant, le débat existe au sein de la majorité, le CD&V prétend incarner la composante progressiste.

Kris Peeters s'était manifesté, mais Wouter Beke a enterré la contestation fin août, il a dit que ce qui s'était fait était parfaitement en phase avec le programme du parti qu'il préside. L'axe N-VA/MR sait qu'il n'y a plus de résistance au CD&V. Après la déclaration de Beke, ils sont venus avec la fin de la taxe Tobin, les cadeaux aux multinationales, tout passe, et maintenant, avec Johan Van Overtveldt ministre des Finances, ils introduisent l'idée d'une nouvelle opération de régularisation des capitaux.

On a un gouvernement de droite dure, il n'y a plus de centre là-dedans.

C'est le gouvernement des lobbies. ■

Propos recueillis par

D.CI